

RES PUBLICA

Raisonner la République

Chiffres Fantômes

La ministre des Finances a dévoilé l'énoncé budgétaire du gouvernement social-démocrate hier matin. Ce dernier s'avère plutôt inquiétant.

Sommaire :

- 1.Éditorial : Chiffres fantômes
- 2.L'APQ devrait remettre les pieds sur terre
3. Les étoiles du match
4. On ne FERME pas la porte
- 5.Complicité, qui l'eût cru?
- 6.Le gouvernement vogue au secours de la presse locale

Les deux chefs de l'opposition demandaient haut et fort au gouvernement de l'Alliance Progressiste du Québec (APQ) de fournir des réponses claires aux interrogations des Québécois et Québécoises dans son énoncé budgétaire.

Résultat? Aucun chiffre utile. La liste d'échecs du nouveau groupe au pouvoir s'allonge.

Quoi de moins concret que les promesses du premier ministre déballées une à la suite de lors de son premier discours? L'énoncé budgétaire de son parti.

La ministre des Finances s'est abstenue de chiffrer son discours, de quantifier les ambitions économiques du gouvernement. À bord du vaisseau de l'APQ, les projets demeurent rêves. Où aller lorsqu'on ignore les montants précis accordés à l'électrification et la gratuité du transport en commun? À quel pourcentage s'élèvera le crédit d'impôt auxquelles les PME devront se plier pour financer d'autres initia-

tives méconnues visant la réduction de GES? Ces mesures visent peut-être l'ap-pui en Chambre du Front Progressiste-Écologique (FPE), mais la destination aléatoire du navire n'est pas des plus invitantes à la collaboration.

Depuis leur début de mandat, le gouvernement social-démocrate nous assure toutefois d'une seule chose : réduire le pouvoir d'achat des contribuables.

La justice sociale a le dos large aux yeux de l'APQ. Cependant, le parti de gauche réalise-t-il l'impact nécessairement négatif d'alourdir le fardeau fiscal des contribuables les plus fortunés qui, rappelons-le, en créant entre autres des emplois, sont indispensables au bon fonctionnement de notre économie? Apparemment, non; il s'agit en fait de son principal objectif!

Le gouvernement prévoit modifier le système de paliers d'imposition des particuliers. Or, il ne sera plus question de 4, mais bien de 10 taux d'imposition différents. Le palier maximal du nouveau système grimperait à 250 000\$, soit 100 000\$ de plus que l'ancien système. C'est d'ailleurs la seule donnée exacte que le gouvernement a bien voulu mentionner. Plus encore, la ministre des Finances s'est même abstenue d'indiquer les nouveaux taux d'imposition par palier en conférence de presse.

Considérant que le Québec est la province du Canada qui taxe et impose le plus ses citoyens et citoyennes, accroître la charge fiscale des plus nantis apporte son lot de conséquences : le pouvoir de dépense significativement réduit des hauts-salariés et la possibilité multipliée que ces derniers s'établissent dans une autre province canadienne en sont de bons exemples.

L'APQ devrait remettre les pieds sur Terre

Journaliste : Jeremy Jasmin

Hier, la ministre des Finances a présenté son énoncé budgétaire aux coûts astronomiques, pour rester dans le thème de son discours. C'est ce type de chose qui peut arriver lorsqu'on qualifie toute opposition d'« inutile et désagréable ». Cet énoncé budgétaire a donné une solide baffé à tous ceux qui chérissent l'économie de marché, faisant voir des étoiles aux sympathisants du capitalisme.

L'Alliance Progressiste du Québec se situe elle-même à la gauche tant sociale qu'économique. Personne ne fut étonné d'entendre que l'APQ irait siphonner les fonds nécessaires à leur projet aux entreprises, mais peu s'imaginaient que le parti se rendrait aussi loin. Voici comment l'APQ compte financer ses ambitions.

Pour commencer, le ministère de l'Éducation entend abolir toutes les subventions aux écoles privées d'ici 4 ans. En chambre, la ministre des Finances a déclaré que *« les infrastructures utilisées auparavant par les écoles privées subventionnées pourront être rachetées par le réseau public »*. La ministre avoue elle-même dans cet extrait qu'annuler les subventions aux écoles privées causerait la banqueroute de la plupart d'entre elles. La gouverne de l'APQ est prête à abandonner les écoles privées qui, en tant qu'entreprises, ne pourront plus compter sur le modèle d'affaires, basé sur la collaboration des précédents gouvernements, pour prospérer.

Ensuite, le gouvernement prévoit procéder à la création d'une société d'État ayant pour but de rendre commun l'achat des médicaments. Le nom de ce projet est Pharma-Québec. La ministre des Finances garantit que *« le but d'un pôle d'achat groupé n'est pas d'éliminer la présence des entreprises privées »*. Pourtant, il est évident qu'un acteur aussi puissant que l'État du Québec risque de prendre toutes les parts des marchés, créant ultimement un monopole. Encore une fois, les entreprises sont le souffre-douleur du gouvernement. Il est important de rappeler que la concurrence entre les compagnies pharmaceutiques a engendré des innovations comme Pfizer, qui a grandement contribué à l'invention et la commercialisation de la

penicilline. Preuve que le marché privé peut, lui aussi, améliorer la vie des gens et sauver des vies.

De plus, les promesses faites par le premier ministre en matière de taxe sur le capital et d'imposition de la transaction en ligne instaurent un climat de crainte face aux entreprises et investisseurs potentiels. Bref, les propositions en matière d'aide aux entreprises ont brillé par leur absence.

D'ailleurs, le gouvernement prévoit offrir des crédits d'impôt aux PME qui investissent dans des solutions plus vertes. Selon l'APQ, les petites et moyennes entreprises pourraient ensuite faire un versement au Fonds des générations à hauteur du crédit d'impôt reçu. En contrepartie, après toutes ses mesures qui vont à l'encontre de l'esprit d'entreprise, l'APQ croit-elle vraiment que les entrepreneurs voudront donner l'argent reçu des crédits d'impôt? En fin de compte, l'APQ dit vouloir collaborer avec les partis, mais elle devrait penser à étendre cette coopération aux entreprises qui subissent la gouverne actuelle au lieu d'être aidées par elle.

En fin de compte, la ministre a dit : *« nos seules limites sont celles que nous nous imposons »* plutôt, la limite est beaucoup plus près d'à quel point l'APQ est prête à élever le taux d'imposition des corporations. Si l'APQ continue comme ça, elle risque que son gouvernement ne soit qu'une étoile filante.

Budget 2020

Crédit photo : Google

Les étoiles du match ☆

Journaliste : Salomé Perron (crédit photo : Facebook, avec autorisation)

Kevin Contant-Holowatyj, ex-président du Conseil du trésor, s'est fait remarquer aujourd'hui par un siège vacant du côté du gouvernement. Pour donner suite à l'annonce de sa sortie du caucus, le député s'est prononcé sur les raisons de son départ. C'est dans ce discours franc qu'il a partagé le déficit démocratique au gouvernement. Nous soulignons son courage et la démarche presque jamais vue au Forum! Le peuple avant le parti !



Agathe Plez, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'agriculture, de pêcheries et d'alimentation, a livré un discours pertinent et regorgé de clin d'œil aux allusions alimentaires faites plutôt dans la semaine, ce qui a su rendre sa déclaration mémorable et divertissante. Passant, entre autres, par des haricots, des poires, des choux et des navets, la porte-parole a présenté une douzaine d'allusion à la nourriture. De quoi nous donner faim !

Dylan Paquette Desormeaux, adjoint parlementaire de la ministre de l'agriculture, de pêcheries et d'alimentation, invite les députés à se fermer les yeux et à imaginer un monde où le projet de loi 2 serait en vigueur. Banques alimentaires, subventions dans le secteur agroalimentaire et encore plus, le parlementaire déclare : « je ne suis pas le seul à rêver, Monsieur le président. Ce rêve deviendra une réalité avec l'implantation du projet de loi sur l'autosuffisance alimentaire du Québec ». Bravo au parlementaire pour ce brillant usage de l'imagination de la chambre !



Demande spéciale

Afin d'agrémenter **l'édition spéciale** du journal de cet après-midi, le Res Publica et le Vox Populi vous invitent conjointement à envoyer des confessions (d'ici 13h) pour un

courrier du cœur, à l'adresse courriel

SPOTTEDFORUM2020@GMAIL.COM.

Le tout sera anonyme. Merci de votre collaboration!



On ne FERME pas la porte

Chroniqueur: Félix Côté

Hier, je vous ai mentionné que le projet de loi portant sur l'autosuffisance alimentaire manquait de réponses. Je suis allé chercher ces réponses au cours d'une entrevue avec la ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Manue Moffet, et son adjoint parlementaire, Dylan Paquette Désormeaux.

Nous avons discuté des éventuelles solutions aux problèmes que le projet de loi comporte. Lors de l'entrevue, je n'ai pas pu recevoir de confirmations concernant les décisions qui ont été prises lors du caucus du 16 janvier. Cependant, je me suis permis de poser des questions sur des options envisageables concernant les lacunes du projet déposé. Mon entrevue m'a permis de faire un bilan positif: le ministère est prêt à collaborer avec les autres ministères dans le but d'arriver à un projet de loi sans faille. Pour y arriver, rien ne devra être pris à la légère étant donné la complexité de certains points concernant le projet de loi, notamment l'adoption d'une taxe douanière qui est de recours fédéral.

Avant tout, je me sens responsable de communiquer le manque de cohérence du côté de l'innovation libérale (LIL) pour des raisons de justice. La création de banques agroalimentaires ne crée pas de compétition directe avec les épiceries ou entrepôts alimentaires. Les banques alimentaires sont pensées dans le but de réduire le gaspillage alimentaire que la production de masse engendre. Elles permettent de récupérer des produits qui, délaissés, seraient perdus, contrairement aux propos énoncés lors de la deuxième séance d'hier.

En complément, tout comme l'entrée en vigueur de succursale des SQDC, les succursales de l'aide ali-

mentaire sociale seraient ouvertes dans des locaux déjà en place, comme le mentionne si bien Dylan Paquette Désormeaux. De plus, la majorité des terres déboisées pour une augmentation d'un minimum de 40 % sont des anciennes terres déjà enregistrées comme étant agricoles. Ces terres sont des terrains qui ont été délaissés historiquement en raison de l'exode rural. Depuis, des arbres ont poussé naturellement d'où la richesse de ces terres. L'autre minorité des territoires serait possiblement non loin des municipalités et établis selon des critères qui me sont inconnus.

Par ailleurs, **il faut des gens pour s'occuper de ces terres à cultiver!** L'alternative que j'ai proposée comme exemple aux responsables sous forme de questionnement. Cette proposition est une éventualité où l'État pourrait offrir des terres agricoles aux nouveaux immigrants qualifiés et qui le désirent. Ceux-ci pourraient alors cultiver les terres appartenant au gouvernement en échange d'un salaire. Néanmoins, cela favoriserait une meilleure intégration des immigrants dans les régions. Ces derniers, ainsi que les populations locales remarqueraient l'effort collectif au bon fonctionnement de la société. En contrepartie, cette éventualité apporte de nouveaux investissements nécessaires comme l'acquisition de machineries agricoles. J'ai aussi demandé si on prévoyait plutôt vendre les terres chez le gouvernement. On m'a précisé qu'aucune

décision officielle à cet effet n'avait été prise au moment de l'entrevue.

Question transport et GES, les produits importés voyagent beaucoup plus. Ils sont donc plus nuisibles à l'environnement. Acheter local, c'est écoresponsable. Le seul problème que j'envisageais concernait la conservation des aliments lors du transport. J'ai ensuite appelé le terme « congélation », mais on m'a affirmé que le transport des produits alimentaires se ferait rapidement et ne mettrait pas en péril la salubrité des aliments non transformés.

Pour finir, les représentants de l'Alliance progressiste du Québec définissent leur projet de loi comme étant un investissement qui rapportera à la société à long terme. Personnellement, je qualifierais le projet de loi sur l'autosuffisance alimentaire comme un bourgeon qui pourrait bien fleurir si on lui offrait de bons engrais et du soleil. Reste à voir si le gouvernement fera la lumière sur les différentes failles du projet et si l'on décidera de le faire rayonner notamment avec une bonne collaboration de différents ministères.

Dans une autre optique, j'ai proposé de réduire le gaspillage et les pertes alimentaires avec le concept de biomasse. C'est une éventualité qui sera bientôt à nos portes afin de récupérer le maximum d'énergie disponible selon maintes ressources comme les déchets.

Complicité, qui l'eût cru?

Journaliste : Sarah Ghalem

Lors de son discours d'ouverture, le premier ministre Moisan a annoncé qu'il ferait de la santé une de ses priorités. Plusieurs problématiques de ce système nuisent aux Québécois et aux Québécoises. L'Alliance Progressiste du Québec (APQ) a promis que le système de santé serait amélioré afin de servir efficacement la population. Le chef de l'Innovation Libérale a comparé la santé au mât brisé d'un bateau qui représente l'État. La tension est palpable entre les deux chefs de parti qui ont des idéologies complètement opposées. Le projet de Pharma-Québec semble être au cœur de ce climat tendu. Cela est vrai malgré l'importance des autres sujets abordés par le gouvernement Moisan, tels que le débordement des urgences ou les super-infirmiers (infirmières), pour ne pas tous les nommer. Hier, nous avons eu la chance d'être invités à un face-à-face organisé par les deux partis afin de nous éclaircir sur la position de chacun. Le débat opposait le ministre de la Santé et des Services sociaux, Émile Gendreau-Côté, et le porte-parole responsable de la même branche professionnelle, M. Samuel Rousseau.

Étonnamment, la conférence s'est déroulée dans un esprit de collaboration. C'était un rare exemple de complicité entre les deux représentants de la santé. Une complicité qui est comparable à une trêve. Il y a de la part des deux partis une réelle envie de régler les problèmes du système de santé. C'est donc pour cela que l'IL et l'APQ ont mis leurs différends de côté. La discussion a débuté avec le sujet qui laisse tout de même une divergence d'opinions entre les deux clans : la question de Pharma Québec. Le gouvernement propose un plan d'action qui a pour but de diminuer le fardeau fiscal des Québécois et des Québécoises face à l'achat de médicaments. Ces médicaments proposés par le ministre sont génériques. Ils sont autant efficaces, mais ne portent tout simplement pas de marque. Le ministre insiste sur le fait que le médicament agit de la même manière auprès du consommateur, mais qu'il est souvent mépri-

sé par ce dernier. Présentement, l'État rembourse les deux types de médicaments. Le gouvernement propose donc la création d'un organisme d'État qui achèterait des médicaments auprès d'entreprises X pour offrir à la population des médicaments à moindre coût. Le ministre défend son projet en citant l'exemple de la Nouvelle-Zélande. Dans ce pays, un système qui s'apparente à Pharma Québec permet d'avoir un fardeau fiscal d'en moyenne 324\$ par habitant. Il est important de préciser qu'actuellement, celui d'un québécois moyen s'élève à plus de 1027\$ par année. Le porte-parole en matière de santé a répliqué en affichant ses doutes face à cette institution qui, selon lui, risquerait de créer un monopole et de brimer les libertés des entrepreneurs. Il appréhende également le manque de stimulation du marché et du secteur de la recherche qui sera ralenti. Le ministre avoue qu'il joue directement dans le marché, mais essaie de rassurer son homologue en lui rappelant que ce n'est pas un monopole. Il affirme au contraire que c'est un défi supplémentaire pour le secteur pharmaceutique, qui n'est pas en manque de profits. L'Innovation Libérale propose donc que les assurances privées puissent être la solution face à cette problématique et que ce secteur a les aptitudes nécessaires pour régler le coût exorbitant des traitements médicaux.

Le second et dernier sujet abordé lors de ce débat est la problématique concernant l'accessibilité aux soins et les temps d'attente. Les deux députés semblent être en parfait accord face à la solution proposée lors d'une déclaration faite par le gouvernement proposant la téléconsultation pour permettre d'avoir accès à un spécialiste de la santé sans avoir à se déplacer. Cette mesure a conquis le cœur du porte-parole de la santé de l'Innovation Libérale. Ce dernier s'est réjoui face à l'idée d'en apprendre plus. La téléconsultation consiste à accroître l'efficacité du professionnel de la santé en proposant des consultations par vidéo. Ceci aura comme effet de décentraliser et surtout de désen-

gorger les hôpitaux, les cliniques privées et les CHSLD et surtout d'offrir un service plus rapide et efficace. Il est important de noter que dans certains cas, la téléconsultation n'est pas efficace, puisqu'elle ne permet pas de faire des tests physiques. Le représentant de l'opposition souligne également l'existence du 811, qui a pour but d'offrir du soutien médical au téléphone. Soulignons l'initiative du gouvernement face aux mesures qu'il souhaite faire pour améliorer le système de santé.

En bref, le porte-parole et le ministre ont eu un bel échange. Ils pensent que les mesures devraient être prises le plus rapidement possible puisque la population vieillissante du Québec risque d'envenimer la situation. Les deux partis croient également que la surcharge de travail des employés du milieu de la santé est un problème majeur. Il est important de trouver des solutions à ce problème pour recevoir de meilleurs soins et surtout pour permettre aux professionnels d'avoir, eux aussi, un mode de vie sain.



Crédit photo : Attachés de presse

Le gouvernement vogue au secours de la presse locale

Suite à l'énoncé budgétaire formulé ce matin, **Alexandrine Lamoureux**, ministre des Finances a promis la création d'un fond pour l'information régionale. De nombreux questionnements ont été soulevés par le monde journalistique, notamment quant à la notion d'indépendance de la presse. Très au point sur leur dossier, la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition Féminine **Coralie Laplante** ainsi que son adjointe **Danae Simard** nous ont rassurés en répondant avec tact et pertinence.

Madame Laplante rappelle très justement que « les médias connaissent une crise financière majeure du fait de la fuite des revenus publicitaires vers les géants du web ». Les GAFAs (Google, Amazon, Facebook, Apple) s'enrichissent grâce à l'information sans pour autant en produire. Elles sont un merveilleux outil pour la partager mais leur concept d'ouverture à tous les utilisateurs implique inévitablement l'invitation d'un contenu amateur favorisant la désinformation. En complémentarité de l'argent du contribuable, une taxe concernant les géants du web, la TVQ, permettra donc de financer cette initiative gouvernementale.

Le monde journalistique est enthousiaste à l'idée de recevoir une aide publique pour relever les défis que présente le succès de l'information rapide véhiculée par les réseaux sociaux. Madame la ministre a rappelé un principe qui lui tenait à cœur, à elle et au gouvernement élu : « la santé de notre démocratie repose sur la pérennité de nos médias ». Si la presse salue cette piqure de rappel dont la nécessité est plus que d'actualité, elle s'interroge quant au niveau d'engagement de l'État

dans l'administration de son commerce. La ministre se veut rassurante et garantit que le contrôle de l'État ne sera effectif que dans la perspective d'un contrôle légal de la gestion de cette nouvelle ressource d'investissement. Encore une fois, l'évasion fiscale apparaît comme le cheval de bataille du gouvernement pour cette législation. Coralie Laplante atteste donc que les journaux concernés garderont leur indépendance et géreront leur stratégie et leur budget comme la liberté de presse l'impose.



Crédit photo :
Véronique Lessard

Si ce cadeau fait à la presse n'implique aucune contrepartie, madame Coralie Laplante incite tout de même les médias à s'adapter face aux nouveaux services proposés par les géants du web. S'ils désirent rester une source d'information majoritaire, l'argent du contribuable a intérêt à être investi selon la logique du marché: « La Presse a créé une interface en ligne interactive et c'est un bon exemple à suivre », déclare la ministre. Les journaux se sont transformés suite à l'arrivée sur le marché de la radio, puis de la télévision... elle doit maintenant prendre les mesures nécessaires pour faire face aux GAFAs et rester dans l'air du temps. Fidèle à son héritage progressiste, le gouvernement se dit prêt à tendre la main aux acteurs de la société ayant de la difficulté à évoluer au même rythme que celle-ci.

L'État compte donc allouer un budget complémentaire confortable aux journaux traditionnels en difficulté afin qu'ils restent compétitifs. Ces fonds seront distribués de manière proportionnelle selon les bénéfices réalisés par chaque journal en mauvaise posture. Notamment, la ministre

spécifie et annonce que Capital Médias sera bénéficiaire d'une aide financière d'urgence pour lui éviter de déposer le bilan. L'arrêt de son activité serait une catastrophe économique et démocratique pour le Québec. Nous parlons là de centaines d'emplois ainsi que d'un outil indispensable pour développer la conscience civique et politique des Québécois. Le Groupe Capital Médias est propriétaire de nombreux quotidiens régionaux comme Le Soleil à Québec, Le Quotidien à Saguenay ou encore La Tribune à Sherbrooke. En effet, les régions

sont déjà désavantagées dans leur accès à l'information par rapport aux journaux des métropoles qui ont les moyens de faire la couverture de la totalité du territoire canadien. La disparition de ces quotidiens creuserait davantage le fossé existant entre ces deux Québec.

L'adjointe à la ministre, madame Danaë Simard, rapporte cependant que les journaux « se portant bien financièrement » ne profiteront pas de cet argent public. Cette solution ne concerne que certains journaux et n'est pas du

tout équitable pour le reste de la presse québécoise qui redouble d'efforts et d'inventivité pour relever les défis journalistiques du XIXème siècle et rester compétitive. Bien que notre journal Res Publica ne se soit jamais aussi bien porté, il serait ravi d'obtenir quelques millions de subventions au même titre que ses confrères.

Journaliste : Colin Aligon



Crédit photo : Attachés de presse

TOP SÉCURITÉ

Le Res Publica tient à remercier chaleureusement l'équipe de la sécurité du jeudi matin pour le service d'une conformité protocolaire exceptionnelle offert aux membres du Forum Étudiant.

L'Assemblée nationale du Québec est l'endroit le plus sûr de la province le jeudi matin; sentez-vous en pleine sécurité lors de vos déplacements dans l'ensemble du bâtiment!

Nous l'avons expérimenté pour vous : chaque sac est

fouillé de fond en comble, aucune subtilité n'est laissée de côté. Les règles en vigueur sont appliquées dans le plus grand sérieux.

Le journal tout entier est reconnaissant de l'excellence et du professionnalisme dont fait preuve l'équipe de sécurité du jeudi.

On ne saurait vous remercier suffisamment,

- L'équipe du Res Publica



Crédit photo : Google

L'équipe du Res Publica



Crédit photo : Jordan Craig